

25 TERRORISTES ÉLIMINÉS

L'«émir» Kherza de l'EI neutralisé



Mardi, en fin d'après-midi, a sonné le glas de ce qui pourrait être le noyau sur lequel reposait l'organisation terroriste Etat islamique qui, depuis plusieurs mois, tente de se frayer une place parmi les groupes encore en activité, particulièrement au centre du pays, dans une région comprenant une grande partie du territoire des wilayas de Tizi-Ouzou et ses voisines Bouira et Boumerdès.

Dans l'après-midi de mardi, donc, ils n'étaient pas moins de trois secteurs opérationnels de l'ANP à être mobilisés pour exécuter une opération dans une de ces régions de l'intérieur que des hommes armés empruntent pour se mouvoir entre les wilayas de Bouira et Boumerdès, dans le maquis de Boucharioua, sur les hauteurs de Khemis-El-Khechna.

Une partie du territoire de Boumerdès qui a longtemps servi de repaire pour le GSPC avant qu'Al-Qaïda au Maghreb ne s'y installe. Mais depuis quelque temps, avec l'avènement de l'organisation terroriste Etat islamique en Irak et au Levant, la réalité a apparemment, selon cer-

taines sources, changé puisqu'on prête à plusieurs groupuscules d'hommes ayant fait partie de katibat Ennour la volonté de rejoindre le dernier-né des organisations islamistes armées.

Ce qui est, semble-t-il, le cas de ce groupe constitué de 25 hommes, tombé sous les feux croisés des éléments de l'ANP, mardi après-midi, sur les hauteurs de Khemis-El-Khechna.

Vingt-cinq terroristes, dont vingt et un ont été éliminés et les quatre autres neutralisés. Selon les mêmes sources, ce groupe était constitué majoritairement de terroristes originaires de l'Algérois, avec à leur tête un certain Kherza, donné pour être la nouvelle tête pensante de ces rescapés de katibat Ennour appelés à prendre la relève de Abdelmalek Gouri et son Jund Al-Khilafah qui s'était signalé en septembre de l'année dernière avec l'enlèvement puis l'assassinat du touriste français Hervé Gourdel en Kabylie, en guise de premier acte de l'Etat islamique en Irak et au Levant en Algérie, avant d'être abattu, vers la fin du mois de décembre dernier.

C'est donc, selon certaines hypothèses, ce groupe qui escomptait succéder à Jund Al-Khilafah qui s'est retrouvé, mardi dernier, pris au piège des éléments de l'ANP qui, après avoir neutralisé le groupe, ont récupéré, selon le ministère de la Défense, un véritable arsenal constitué de onze PMAK kalachnikov, un fusil mitrailleur de type FMPK, huit fusils semi-automatiques de type Simonov, un fusil à lunette, un fusil à pompe, un fusil lance-grenades, un fusil de chasse à canon scié, un pistolet automatique, une importante quantité de munitions, des grenades et des postes radio.

A. M.

Sur les traces de l'opération de Ferkioua, à Boukram

Boukram. Mercredi 20 mai 2015. La commune, située à 70 kilomètres au nord-ouest de Bouira, se réveille lentement. La route qui y mène depuis Lakhdaria sur plus de 17 kilomètres est presque vide. Le temps pluvieux et brumeux y est pour quelque chose. Mais, un autre événement y est pour beaucoup. Cela, nous le saurons vite au niveau du siège d'APC. De la bouche du SG et d'un vice-président de l'APC.

«Nous savons ce qui vous amène : l'opération militaire de Traraâ.» Le vice-président ne nous dira pas beaucoup de choses. Mais, quand les deux responsables nous diront que l'opération de ce mardi, qui avait eu lieu dans l'après-midi, a été entendue au niveau de tout le territoire, nous avons compris pourquoi les gens étaient très réticents à notre égard sur la route. Même nos questions sur le chemin qui mène vers la région de Ferkioua, lieu supposé abriter l'opération militaire qui est en cours gênaient les rares piétons que nous avons croisés.

La psychose s'y est installée vraiment. Mais, pas depuis ce mardi, elle y était depuis toujours. C'est que, à Boukram, les gens n'avaient jamais regagné leurs villages puisque les terroristes n'ont jamais vraiment quitté les lieux.

«L'opération s'est déroulée dans la région de Traraâ, aux limites des communes de Boukram et Guerouma du côté de Bouira et les limites de la wilaya de Médéa», nous dira le vice-président d'APC. Cette région est distante de plus de 7 kilomètres au sud du chef-lieu et est, depuis les années 1990, désertée par les populations. Actuellement, cette commune de 6 000 habitants, presque toute la partie ouest, c'est-à-dire la région de



Les camions de l'ANP partis en renfort dans la région de Ferkioua.

Ferkioua avec une dizaine de villages, est désertée par les populations. Seuls, et depuis quelques années, les agriculteurs s'y aventurent de jour pour cultiver leurs champs sur ces terres fertiles traversées par plusieurs oueds.

Parmi ces oueds, celui des Béni Laâbadi qui va jusqu'à Chtaïba et la région de Traraâ où existe une forêt très dense. C'est là que les terroristes d'Aqmi avaient planifié de tenir leur conclave et préparer des actions concertées et groupées dans l'Algérois durant cet été. Et c'est là que les militaires les ont surpris et ont éliminé plus de 25 terroristes lors de violents accrochages, nous dit-on. Cela étant, lorsque, depuis la fenêtre du bureau du SG de l'APC de Boukram, nous avons aperçu la centaine de camions de l'ANP stationnés dans le parc de la caserne militaire située également au chef-lieu de la commune, nous avons réalisé l'ampleur de la logistique mobilisée par l'ANP pour

réussir cette action et venir à bout de ces dizaines de terroristes qui s'étaient donné rendez-vous dans cette région montagneuse, difficile d'accès et avec une forêt dense qui rend impossible toute vision aérienne. Selon des informations que nous avons pu récolter sur place, ils seraient plus de 3 000 militaires à être mobilisés pour cette opération qui est toujours en cours.

Et pour en savoir plus sur la région elle-même, nous avons poursuivi notre route vers la localité de Ferkioua, située à quelque 3 kilomètres au sud. Mais à l'entrée de cette localité, nous avons été stoppés par un barrage militaire. Là, le capitaine nous informera que la région est très risquée et que, pour s'y aventurer, il faudrait d'abord un véhicule tout-terrain puisque la route est à peine carrossable. Et présentement, et pour cause de cette opération qui est en cours, le capitaine, très affable, nous dira qu'il faudrait une autorisation de la part du secteur opérationnel de Bouira pour y accéder.

Nous avons rebroussé chemin mais au retour, nous avons croisé plusieurs camions militaires qui se dirigeaient vers cette région, théâtre de l'opération. Alors que plus loin encore, nous avons rencontré d'autres camions militaires qui rentraient vers Larbaâatche, dans la wilaya de Boumerdès. Probablement des militaires de la relève, ceux qui assuraient le bouclage des lieux du côté nord, dans la wilaya de Boumerdès.

En tout cas, une chose est sûre, l'opération, qui se poursuit toujours et qui s'est soldée, pour le moment, par l'élimination de pas moins de 25 terroristes, est un tournant décisif dans la lutte antiterroriste. Et il n'est pas impossible que l'identification des terroristes abattus nous réserve quelques surprises de taille. Surtout quand on parle d'un conclave national d'Aqmi où les dirigeants de cette organisation terroriste, y compris leur «émir» national, Abdelmalek Droudkel, pourraient figurer.

H. M.

CE MONDE QUI BOUGE

TERRORISME, L'ARABIE SAOUDITE «BLACKLISTE» L'ALGÉRIE !

Mais pourquoi Alger n'a pas réagi ?

En football, la meilleure défense, dit-on, c'est l'attaque. Accusée de toutes parts de financer, directement ou via des fondations dites religieuses, l'extrémisme religieux, Riyad a trouvé la parade... et quelle parade ! Quoi de mieux que de se défaire sur d'autres pays. C'est tellement simple qu'il aurait été dommage de ne pas y penser. Ainsi, plusieurs sites d'information dont huffpostmaghreb ont rapporté que le 17 mai dernier, le ministère des Affaires étrangères saoudien a enjoint, sans rire, plusieurs institutions du pays, de faire montre de «prudence» et de «vigilance dans le traitement des opérations financières» avec onze pays dont l'Algérie, «pour ne pas tomber dans le piège des opérations douteuses entrant dans le cadre du financement du terrorisme et des réseaux extrémistes». Riyad les accuse précisément de «ne pas respecter leurs engagements dans le cadre du Groupe d'action financière (Gafi) contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme».

Parmi les pays «blacklistés», pour reprendre une expression très usitée, figurent aux côtés de l'Algérie, l'Equateur, l'Ethiopie, l'Indonésie,

Myanmar, la Syrie et le Yémen mais aussi la Turquie et le Pakistan, ses deux alliés dans la région. Dans cette affaire, hormis le Maroc qui tente vainement de confondre le Polisario avec Al-Qaïda, on se demande qui avalera une telle couleuvre ! Personne n'est dupe. D'autant que, pas une semaine ne passe sans que des médias ou des chercheurs ne fassent de nouvelles révélations, sur la base de faits documentés, concernant le soutien financier et matériel des pétromonarchies du Golfe aux groupes djihadistes via des fondations religieuses ou de riches hommes d'affaires. Un soutien qui ne date pas d'aujourd'hui mais de la lointaine guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques. Même d'ex-chefs de la diplomatie, comme Dominique de Villepin, qui sait de quoi il parle, ont appelé les pays du Golfe à cesser ce «jeu destructeur» consistant à financer des groupes comme l'Etat islamique (EI, Daesh).

Dernier en date de ces accusations à charge, le rapport du Congressional Research Service (CRS) rattaché au Congrès américain (le parlement US), dont a fait état le Canard enchaîné du 29 avril. Ce rapport, transmis au gouvernement

des Etats-Unis, accuse ouvertement, preuves à l'appui, des donateurs privés saoudiens, qataris, koweïtiens et émiratis de financer les djihadistes de l'EI. Sans ces fonds, Daesh ou le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, ne seraient que des groupuscules et seraient incapables de monter des opérations d'envergure comme celles ayant conduit à la chute de Ramadi en Irak.

On retiendra que Washington n'a pas l'intention de donner suite à ce type de rapports mettant en cause ses obligés saoudiens et des pays du Golfe. Alger n'a pas réagi. La raison ? L'accusation lancée par les faux frères saoudiens est intervenue dans un contexte de confusion au sommet de l'Etat concernant le dernier remaniement où le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a vu le département dont il a la charge amputé dans un premier temps de la coopération internationale, qui concerne les intérêts vitaux du pays, au profit du ministère des Affaires maghrébines et africaines et de la Ligue arabe, sorte de ministère des Affaires étrangères bis. Une situation qui, encore une fois, donne une image peu flatteuse de

Par Hassane Zerrouky

l'Algérie à l'étranger. Passons sur cette singularité qui fait que l'Algérie est sans doute l'un des rares pays au monde ayant une diplomatie à deux têtes, dont l'une a rang de ministre d'Etat et l'autre, chargée spécialement du monde arabo-africain, a rang de simple ministre. Et constatons que le retour en force de l'Algérie sur la scène régionale depuis que Ramtane Lamamra est en charge de la diplomatie algérienne et le fait que cette diplomatie renoue avec ce qui a fait sa force par le passé, à savoir ne pas être encore totalement soumise aux intérêts de certains pays dits «amis», dérange.

Elle dérange certains cercles politiques et affairistes qui convoitent les secteurs stratégiques de l'économie nationale et, sans doute, ces partenaires étrangers (et leurs alliés arabes) pour qui l'Algérie doit rester une «chasse gardée», qui ne doit pas sortir de son statut de pays mono-exportateur et d'immense marché de consommation pour les produits fabriqués ailleurs. Il n'y a pas d'autres explications.

H. Z.